



**Déclaration liminaire
FSU / CGT Educ'action
CTA du 1^{er} février 2021
Académie de Poitiers**

Madame la Rectrice

Mesdames et Messieurs les membres de ce CTA,

Nous nous retrouvons aujourd'hui parce que soucieux de la formation des élèves, d'égalité et de transparence dans la gestion des carrières et de la mobilité des personnels, nous avons unanimement voté contre le budget du second degré que vous nous avez proposé, contre les lignes directrices de gestion.

Un dialogue patient et de bonne tenue a pu se tenir dans notre académie autour de ces lignes directrices de gestion. Et pourtant, nous ne pouvons nous résoudre à la destruction du paritarisme que ces lignes directrices de gestion orchestrent. Les erreurs, l'opacité qui ont entaché le mouvement intra 2020 ont confirmé nos craintes. Bien des formulations dans ces textes rendent possibles des affectations ou promotions discrétionnaires. Nous ne saurions nous y résoudre.

A force de rémunération au mérite, de nomination aux forceps, de promotions illisibles, vous sèmerez un fort sentiment d'incompréhension et d'injustice dans l'esprit de nos collègues ; vous découragerez l'ardeur du plus grand nombre pour le prestige de quelques-uns. C'est donc en toute cohérence avec nos principes que nous voterons une fois encore CONTRE ces lignes directrices de gestion.

Représentant·es FSU et CGT Educ'action, élus des et par les personnels, nous dénonçons la loi de transformation de la fonction publique, nous demandons la réunion régulière de groupes de travail sans lesquels le terme même de « dialogue social » serait vidé totalement de son sens. Rappelons encore que nos réserves ne s'adressent pas aux services et à leur engagement. Nous sommes même inquiets de la surcharge de travail pour remplir leurs missions.

La rentrée 2021 se fera dans des conditions inacceptables au regard de l'exigence d'une formation de qualité que chaque année les palmarès internationaux rappellent, douloureusement dans le cas de la France et ses classements indignes d'une grande nation. Ces conditions de rentrée sont inacceptables encore au regard de la situation inédite que nous traversons.

Si la communication du ministre Blanquer avait un minimum de respect des mots, des élèves, des personnels, le budget 2021 n'aurait pas prévu la suppression de 1800 emplois pour le second degré.

Si vous connaissiez de près la situation et la réalité de nos établissements, Madame la Rectrice, vous ne tenteriez pas de dissimuler la réalité de cette saignée en invoquant le qualitatif contre le quantitatif, comme vous l'avez fait lors de notre dernier CTA.

Condamnés à gérer la pénurie, les chefs d'établissements sapent, retranchent, tranchent dans l'offre de formation, en renonçant à des options, en programmant des organisations dont personne n'oserait dire qu'elles sont « pédagogiques ».

La pression sur les HSA est devenue franchement insupportable. Des collègues qui pour raisons de santé sollicitaient un temps partiel sur autorisation se le voient refuser, alors même qu'ils devraient bénéficier d'aménagements de poste. De médecine de prévention, il y a bien longtemps qu'il n'y en a plus d'ailleurs. Les effectifs de classe atteindront souvent de tristes records, sans la moindre anticipation d'ailleurs de la pandémie qui pourrait perdurer. Le 26 janvier, les personnels de l'éducation ont été nombreux à manifester, par la grève, leur ras-le-bol du mépris dans lequel ils sont tenus, leur refus d'une formation au rabais. Sans doute le ministre Blanquer ne les aura pas entendus. C'est qu'il ne sait pas, ne veut pas les écouter : pour preuve, là où nous demandions le report des épreuves en juin, le choix par le Ministre du contrôle continu pour les épreuves de spécialités de bac- contrôle continu qui soulève davantage de problèmes qu'il n'en règle à longue échéance, le premier de tous ayant trait à l'équité dans l'évaluation.

Ce ne sont d'ailleurs pas les propositions qui émanent du Grenelle de l'Education qui pourraient rasséréner les personnels, ni inciter les étudiants à embrasser nos carrières. Les propositions de ce Grenelle, qui sont de manière suspecte si conformes aux ambitions du Ministre lui-même, sont en bien des points des provocations pour nos professions, qu'il s'agisse d'autonomie des établissements, rémunération ou de contenu des enseignements. La réforme de la formation initiale risque fort de rater son objectif, sauf à imaginer que son objectif caché était de développer la contractualisation de nos professions. Nous sommes inquiets du retard pris dans la mise en œuvre de cette réforme que nous réprouvons par ailleurs sur de nombreux points. Force est donc de constater, Madame la Rectrice, qu'aujourd'hui encore nos désaccords seront profonds.

Les mesures que vous participez à mettre en œuvre portent atteinte en effet au droit de tous les élèves à une formation ambitieuse, au droit de tous les personnels à un traitement équitable, à une rémunération juste, à des conditions d'exercice respectueuses de leur santé, de leur expertise.

Nous terminerons en invoquant un point crucial, aujourd'hui dangereusement urgent, celui de la situation sanitaire. Nous sommes les premiers à craindre les effets de décrochage, les effets psychologiquement graves du confinement et même du travail à distance sur nos élèves. Nous veillons depuis des mois, avec les moyens dérisoires qui nous sont accordés, à remédier autant que faire se peut aux retards accumulés dans la formation. Le sentiment qui domine aujourd'hui est celui de l'abandon avec l'épuisement qui va avec. Les décisions prises pour protéger les agents de l'Education nationale, les élèves et leur famille sont toujours à contre-courant – comme lorsqu'il est prescrit de faire revenir les élèves de Terminale à temps complet alors que les variants circulent et touchent davantage la jeunesse. Les Terminales seraient-ils moins sujets au virus ?

Ces décisions sont incompréhensibles, erratiques et condamnent les équipes à reconstruire du sens en permanence là où le Ministre gère avec impréparation en même temps qu'autoritarisme, dans une surdité irrespectueuse des personnels et de leur expertise. Déjà des établissements dans notre académie sont contraints à des fermetures partielles cette semaine alors que nous avons alerté sur la situation, de l'urgence à assurer le remplacement de personnels, comme les AED, dont les missions sont essentielles au maintien du service public d'éducation.

A l'Ecole sans doute plus qu'ailleurs la gestion de la crise par le gouvernement est pitoyable. Et il serait mal venu de nous rappeler que nous faisons mieux que nos voisins en matière de temps de scolarisation.

Nous en connaissons le prix, en première ligne que nous sommes !